



PRÉFET DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

EARL DES GRANDS BIZERAYS

Les Grands Bizerays

72700 SPAY

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :
Chantal HEURTEBISE

Mèl : chantale.heurtebise@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02.43.50.46.15
Fax : 02.43.50.00.52

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

Puits - lieu-dit "Le Champ du Bois" - commune de SPAY
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :72-2011-00076

LE MANS, le 08/07/2011

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant **la création de deux puits - lieu-dit "Le Champ du Bois" sur la commune de SPAY** pour lequel un récépissé de dépôt vous a été délivré en date du 30/05/2011, j'ai l'honneur de vous confirmer que je donne mon accord sur votre déclaration dont vous trouverez ci-joint les principales données techniques. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

J'attire cependant votre attention sur le fait que le présent accord permet de réaliser les puits et induits des essais de pompage mais ne constitue pas un accord de prélèvement. Un second dossier de déclaration relatif aux prélèvements devra en effet être constitué. A ce titre, je constate, à la lecture du dossier, que les puits se situent en nappe libre et en nappe d'accompagnement du cours d'eau "Broussin". Les prélèvements sont donc susceptibles d'avoir une incidence sur le niveau du cours d'eau et des puits et réserves avoisinants. De plus vous possédez à proximité un autre puits autorisé en 2001.

Il convient donc que le dossier d'incidence relatif aux prélèvements étudie l'incidence des prélèvements issus des 3 puits sur le niveau de la nappe mais également du cours d'eau à proximité au titre de la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R 214-1 du code de l'environnement. En effet, si la capacité de pompage est supérieure à 5 % du débit d'étiage dudit cours d'eau, un dossier d'autorisation soumis à enquête publique devra être constitué. J'attire dès à présent votre attention sur les coûts inhérents à la procédure (indemnité due au commissaire enquêteur dans l'accomplissement de sa mission ainsi que frais d'insertion dans la presse). De plus les droits des tiers sont et demeurent réservés. Si les prélèvements devaient avoir une incidence sur les ouvrages avoisinants et le cours d'eau à proximité, le dossier devrait prévoir des mesures compensatoires afin de minimiser les impacts.

Il convient de me faire part une semaine à l'avance de la date de commencement des travaux. Lorsque les puits auront été réalisés, un compte rendu de travaux comportant les éléments mentionnés en annexe accompagné d'une lettre d'engagement sur les débits d'exploitation (capacité horaire de la pompe et volume annuel) devra être transmis à mon service.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de SPAY pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet,
Pour le Directeur Départemental des Territoires,
L'adjointe au chef du service eau-environnement,

Nadine DUTHON

Copie transmise à : Bureau d'études "Entre Loire et Côtéaux" - 31 Grand'Rue - 37140 RESTIGNE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA CREATION D'UN PUIT- LIEU-DIT "LE CHAMP DU BOIS"
COMMUNE DE SPAY

DOSSIER N° 72-2011-00076

Le Préfet de la SARTHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 30/05/11, présenté par l'EARL DES GRANDS BIZERAYS, enregistré sous le n° 72-2011-00076 et relatif à la création d'un puit - lieu-dit "Le Champ du Bois" - commune de SPAY ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

EARL DES GRANDS BIZERAYS - les Grands Bizerays - 72700 SPAY

concernant :

la création d'un puit- lieu-dit "Le Champ du Bois"

dont la réalisation est prévue dans la commune de SPAY

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 30/07/2011, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait

une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SPAY où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de SPAY par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le Mans, le 30 Mai 2011
Pour le Préfet de la SARTHE
P/Le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du Service Eau - Environnement,

Jean-Pierre MARTIN

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Fiche technique

Profondeur des puits	15 mètres maximum
Nappe exploitée	<ul style="list-style-type: none">• Nappe aquifère libre des sables du cénomani en nappe d'accompagnement du cours d'eau de Broussin
Débit recherché	20 m ³ /h maximal pour chaque puits